



### **Déclaration préalable au CTSD du 15 mars 2012**

Monsieur le Directeur Académique, Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Depuis des années, nous ne cessons de déplorer le manque de moyens alloués à l'Education Nationale. Les chiffres de créations de postes annoncés cette année participaient de la logique engagée par le MEN ; or, nous avons découvert lors du GT qu'il ne s'agissait même pas du solde créations / suppressions, ce solde étant proprement inacceptable ! On ose même nous dire que les fermetures sont le fait des établissements et non de l'Administration....

Ainsi, avec 136 élèves supplémentaires en collèges à la rentrée 2012, on arrive à un solde négatif ; tout au plus pouvons-nous visiblement espérer un solde nul...

Le dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux est à son apogée : classes de plus en plus chargées, et heures supplémentaires qui atteignent un taux démentiel. De fait, le service des enseignants s'est insidieusement généralisé à 19 h, puisque plus aucun collègue en service complet ne peut déroger à la première HSA. Pour les suivantes, l'administration fait pression sur les chefs d'établissement qui eux-mêmes répercutent cette pression sur les enseignants.

Pourtant, en appliquant une autre politique, une politique avec une véritable vision éducative, et pas seulement comptable, on aboutirait à une situation complètement différente, car il y a moyen de créer de nombreux postes sur le département.

Il ne faut pas oublier que plus il y a d'HSA, moins il y a de personnes à encadrer les jeunes dans les établissements scolaires. Cela inverse le rapport nombre de jeunes/nombre d'enseignants. Plus il y a d'HSA, moins il y a de postes et donc moins il y a de « mouvement » (possibilité de mutation) pour les personnels. Le mouvement intra académique 2012 va se retrouver complètement sclérosé : les possibilités de mutations sont réduites à peau de chagrin, et la grande majorité des TZR qui attendent désespérément un poste fixe vont encore voir leurs perspectives déçues. On aurait aussi moyen de prévoir des BMP acceptables en rognant sur les HS : quelle cohérence pédagogique peut-on envisager dans une équipe ou un établissement quand des collègues interviennent pour 2 ou 3 heures hebdomadaires ?

On nous oppose que les HS sont absorbées sans difficulté dans la plupart des cas : c'est le résultat de la pression exercée sur les enseignants, c'est le résultat aussi de la diminution criante du pouvoir d'achat depuis 25 ans... Et c'est oublier que de nombreux collègues ne sont pas consultés et mis devant le fait accompli : c'est le cas des TZR et des contractuels, dont l'UNSA Education dénonce le recours systématique. C'est l'effet pervers de la masterisation : moins de candidats aux concours, moins de recrutés, moins de places offertes au mouvement inter académique... et donc de plus en plus de personnels précaires directement dépendant de leur hiérarchie, avec un salaire moindre, mais qui exerce pourtant le même métier que les enseignants fonctionnaires d'Etat.

Autre levier du MEN pour faire des économies : on réduit l'offre de formation en LP, et on supprime encore et encore des postes... Des collègues de nombreuses disciplines professionnelles, comme les recalés de la filière STI2D, ne savent pas de quoi leur avenir sera fait.

Les enseignants sont épuisés par cette politique éducative incohérente, et par la charge de travail toujours grandissante due au transfert de compétences à tous niveaux... A tel point que peu de collègues souhaitent à présent être professeurs principaux de 3e de collège...

Mêmes constats désolants pour la vie scolaire : alors que nous réclamons un CPE par établissement depuis des années, nous en perdons encore un dans le département à la rentrée 2012 ! Aucune avancée sur les postes de documentalistes non plus... Attendons la tenue des groupes de travail infirmières pour voir ce qu'on nous proposera ; nous renouvelons à ce propos notre revendication d'une infirmière par établissement du second degré.

Pour l'UNSA Education, il est urgent que le Ministre prenne en compte les évolutions démographiques et abandonne les suppressions d'emplois qu'il a prévues. Il ne peut plus maquiller la réalité et compromettre plus longtemps par ses choix budgétaires l'avenir de notre système éducatif. L'UNSA Education condamne fermement cette gestion comptable à court terme qui hypothèque l'avenir de notre pays.

Nous demandons le retrait des projets ministériels concernant l'évaluation des personnels enseignants, d'éducation et d'orientation et l'affectation en établissement ECLAIR. Nous demandons également l'arrêt des suppressions d'emplois et une programmation pluriannuelle des recrutements de titulaires enseignants, CPE et CoPsy.